

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3^e trimestre 2025



PANORAMA GÉNÉRAL

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3^e trimestre 2025

14 371 défaillances d'entreprises au 3^e trimestre 2025 (+5,2 %)

Le reflux des défaillances freiné par un mois de septembre plus sévère qu'attendu

- 14 371 défaillances au T3 2025, un record pour une période estivale
- Les TPE de + 5 salariés sous tension (+ 9 %) ; les PME de 10 à 19 dérapent (+ 13 %)
- 46 entreprises de + 100 salariés font défaut, menaçant à elles seules 10 000 emplois
- L'industrie manufacturière (+17 %) et les services aux entreprises (+9 %) sont à la peine
- Auvergne-Rhône-Alpes, Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire et Corse sont dans le rouge

Mais...

- La part des liquidations judiciaires directes baisse sensiblement
- La situation se détend pour les PME de + 20 salariés
- La construction et le commerce de détail résistent
- Bretagne, PACA et Grand Est se démarquent avec une baisse des défauts



Paris, le 14 octobre 2025

Le groupe Altaires, expert historique et référent de l'information sur les entreprises dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 3^e trimestre 2025.

Avec plus de 14 300 ouvertures de procédures collectives (+5 % vs. T3 2024), l'été 2025 se conclut sur un record, avec un mois de septembre particulièrement difficile (+ 6%). Aux côtés des TPE PME qui constituent l'essentiel des défauts, les organisations historiquement mieux prémunies – les plus grandes et les plus anciennes – sont aussi sous pression.

Seul signal positif : le tiers des procédures sont désormais des redressements judiciaires ou procédures de sauvegarde favorisant le maintien de davantage d'emplois parmi les 52 000 menacés en ce 3^e trimestre.

Thierry Millon, directeur des études Altaires : « Depuis le début de l'année, 50 700 entreprises ont défailli, soit 1 600 de plus qu'à fin septembre 2024. En données glissées sur douze mois, nous franchissons la barre des 68 000 redressements ou liquidations judiciaires auxquels s'ajoutent 1 500 sauvegardes. Le mois de septembre, loin de confirmer les frémissements de début d'été, a refroidi les espoirs d'un retournement. L'économie française est plongée dans un épais brouillard. L'incertitude est encore montée d'un cran gelant les décisions d'investissement et d'embauche, même chez les dirigeants les plus aguerris. Néanmoins, rien n'est figé. Si la consommation des ménages reste atone, elle ne s'effondre pas. Les Français privilégient l'épargne, mais la période des fêtes pourrait offrir un répit salutaire aux petites entreprises, les plus exposées aux risques de défaillance. Ce dernier trimestre pourrait alors, à défaut d'inverser la tendance, enrayer l'hémorragie et ouvrir la voie vers l'amélioration attendue pour 2026. »

14 371 défaillances au 3e trimestre : un record inattendu pour une période estivale

Le troisième trimestre a été lourdement sinistré, signant un **record estival** proche de 14 400 défauts. Près de la moitié de ces défaillances, 6 800, ont été comptabilisées sur le seul mois de septembre. Un volume en période de rentrée qui n'avait plus été observé depuis 2009, année de forte récession économique.

En comparaison sur un an, la hausse des défauts est « contenue » à +5 % par rapport au T3 2024. Une tendance que l'on doit notamment au ralentissement des liquidations judiciaires directes (9 700) qui augmentent de « seulement » 3 %.

Les jugements en redressement, qui représentent désormais 30 % de l'ensemble les procédures (contre moins d'un quart en 2021 et 2022), augmentent quant à eux de 11 %. Bien moins nombreuses, les sauvegardes (331) affichent la même tendance (+12 %).

La proportion croissante de ces deux procédures est un signal positif. Elles permettent en effet à plus d'entreprises de disposer d'un délai complémentaire, de quelques semaines à quelques mois, pour préparer leur rebond ou cession et éviter la liquidation.

Les petites entreprises en première ligne d'une crise silencieuse

Les microentreprises de moins de 3 salariés donnent le ton puisqu'elles concentrent les trois quarts des défaillances. Près de 10 500 ont fait défaut, un nombre en hausse de 6% par rapport au T3 2024. Les TPE de 3 à 5 salariés (1 819) résistent mieux et parviennent à basculer dans le vert (-3 %).

En revanche, **pour les petites entreprises de 6 à 19 salariés, la situation reste très tendue**. Les TPE de plus de 5 salariés (857) accusent une dégradation de + 9 %. Les PME de moins de 20 salariés dérapent de + 13 % (739).

Au-delà de 20 salariés, la tendance s'aligne avec la moyenne du trimestre (+5 %) avec 460 structures en défaut. Parmi elles, **46 comptent plus de 100 salariés, menaçant directement 10 000 emplois**. Un chiffre fort mais néanmoins en recul par rapport à l'été 2024.

52 000 emplois menacés, un chiffre toujours au plus haut...

Au global, **52 000 emplois sont menacés ce 3^e trimestre**, soit un niveau à peine inférieur à celui de 2024. Parmi eux, 20 600 sont particulièrement exposés puisqu'ils sont attachés à une entreprise en liquidation judiciaire directe. 31 400 sont liés à des redressements judiciaires ou sauvegardes. Si leurs chances d'être préservés sont plus importantes, rappelons que 7 redressements judiciaires sur 10 ne passeront pas la phase d'observation et seront finalement convertis en liquidation judiciaire.

Les entreprises les plus anciennes sont à la peine, rattrapées par les difficultés économiques

Plus de 2 000 jeunes entreprises **de moins de 3 ans** sont tombées en défaillance ce trimestre, **en hausse de 7 %**. A l'opposé du spectre, les chiffres s'affolent. Près de 3 000 structures de **plus de 15 ans** (2 933) sont entrées en cessation de paiement, soit une augmentation de **+ 18 %** par rapport au T3 2024. En moyenne, ces organisations ont 26 ans.

Les entreprises âgées de 11 à 15 ans (1 799) affichent une tendance en ligne avec la moyenne globale (+5 %) tandis que celles de 4 à 10 ans parviennent à stabiliser le niveau de sinistralité.

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre
(Données arrêtées au 1^{er} octobre de chaque année)

	2021 T3	2022 T3	2023 T3	2024 T3	2025 T3	EVOLUTION T3 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	159	229	278	296	331	11,8 %	259
Redressements Judiciaires	1 292	2 109	2 838	3 893	4 310	10,7 %	2 888
Liquidations judiciaires directes	3 860	6 612	8 067	9 468	9 730	2,8 %	7 547
Total défaillances	5 311	8 950	11 183	13 657	14 371	5,2 %	10 694
Total Emplois menacés	26 600	17 460	32 970	52 670	52 000	-1,3 %	36 340
Emplois menacés par entreprise	5,0	2,0	2,9	3,9	3,6		3,5

Détail des défaillances d'entreprises au 3^e trimestre 2025 dans les régions

Une France de tous les contrastes

Alors que 3 régions parviennent à diminuer le nombre de défauts, 5 régions s'enfoncent – au contraire – dans une dégradation économique record.

La Bretagne en tête des régions qui signent une amélioration

La **Bretagne** se distingue très favorablement avec un recul de 10 % du nombre de défaillances (496) sur ce 3^e trimestre. Seul le Finistère peine un peu à contenir la sinistralité (+2 %) en dépit d'une belle résistance dans la construction.

La **Provence-Alpes-Côte-d'Azur** est également bien orientée (1 385 ; -4 %), une performance tirée par les Alpes-Maritimes et les Bouches-du-Rhône (au-delà de -10 %).

Le **Grand Est** est très légèrement dans le vert, porté notamment par de gros départements tels que le Bas-Rhin (-8 %), la Meurthe-et-Moselle (-6 %) et le Haut-Rhin (-17 %). A l'inverse, la Marne et les Vosges dérapent de plus de 40 %.

Le Centre-Val de Loire accuse la plus forte dégradation

Loin du podium, le **Centre-Val-de-Loire** accuse la dégradation la plus sévère (518 ; +33 %). Si le Cher fait mieux que résister (-2 %), le Loir-et-Cher tente difficilement de s'accrocher (+7 %). Les autres départements dérapent fortement.

La **région Pays-de-la-Loire** est également inscrite sur une mauvaise trajectoire (660 ; +15 %). Si le Maine-et-Loire sort du lot (-12%), la Loire-Atlantique, la Mayenne et la Vendée accusent des hausses supérieures, respectivement, à 20 %, 30% et 40%.

L'**Auvergne-Rhône-Alpes** compte plus de 1 800 défauts sur ce 3^e trimestre, en hausse de 14 %. Si la Vallée du Rhône passe au vert, ce n'est pas le cas des deux plus gros départements de la région, le Rhône et l'Isère, qui dérapent de plus de 20 %.

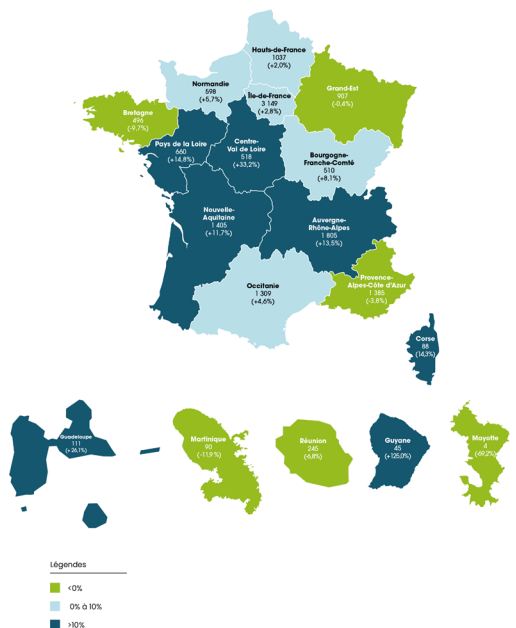
La **Corse** compte moins de 90 défauts mais c'est 14 % de plus en comparaison du T3 2024. Le territoire est très clivé avec la Haute-Corse très sévèrement orientée et la Corse-du-Sud en nette amélioration. Il y a un an, le constat inverse était fait, le sud concentrait les tensions.

La **Nouvelle-Aquitaine** (1 405 ; +12 %) affiche une augmentation sensible en dépit de la stabilité que la Gironde est parvenue à tenir. Les Landes (-23 %), la Charente (-17 %) et la Corrèze (-17 %) enregistrent un bon trimestre avec des défauts en baisse, contrairement à la Haute-Vienne (+15 %) et plus encore aux autres départements, qui sont au-delà de +20 % voire +30 %.

Des régions plus contrastées

Dans les **Hauts-de-France** (1 037 ; +2 %) l'amélioration se porte à l'ouest avec une baisse des défauts dans la Somme (-15 %) et l'Oise (-24 %).

Carte d'évolution des défaillances par région au 3^e trimestre 2025



L'**Île-de-France** (3 149 ; +3 %), qui concentre près d'un quart des défaillances d'entreprises en France, enregistre globalement un bon trimestre s'il n'y avait eu le mauvais chiffre parisien. Paris compte un peu plus d'un millier de défauts, un nombre qui s'envole de 17 % par rapport au 3^e trimestre 2024. Sans ce département, la région aurait affiché une amélioration de près de 3 %. En effet, à l'exception du Val-de-Marne (+31 %) et de l'Essonne proche de l'équilibre (+2 %), tous les autres départements sont favorablement orientés.

L'**Occitanie** (1 309 ; +5 %) contient la hausse des défauts grâce à la résistance de l'Hérault (-14 %) sans laquelle la région aurait accusé une dégradation deux fois plus forte. La Haute-Garonne limite l'augmentation à +7 %.

En **Normandie** (598 ; +6 %), la Seine-Maritime (+12 %) et le Calvados (+27 %), qui représentent à eux seuls les deux tiers des sinistres, enregistrent de fortes dégradations. Les trois autres départements sont dans le vert.

En **Bourgogne-Franche-Comté** (510 ; +8 %), la moitié des départements est bien orientée et tout particulièrement le Jura qui, avec un recul de 26 %, efface la hausse de 30 % subie un an plus tôt.

Parmi les départements dans le rouge figure le plus important de la région, la Côte-d'Or, qui compte plus de 120 procédures ouvertes sur trois mois, soit une explosion de +46 %.

Des écarts marqués en Outre-mer

En **Outre-mer**, les situations sont très variables. Si la Réunion (245 ; -7 %) et la Martinique (90 ; -12 %) enregistrent moins de défauts, la Guadeloupe (111 ; +26 %) et la Guyane (45 : +125 %) sont sous tension.

Alors que la construction et le commerce de détail résistent, la manufacture décroche



CONSTRUCTION

Le quart des procédures se concentre dans la **construction**, un secteur mieux orienté depuis le début de l'année, favorisant la décélération de la hausse des défaillances d'entreprises en France. L'ensemble de la construction compte 3 505 défauts, un nombre en augmentation de seulement 2 % par rapport à l'été 2024.

Avec près de 2 860 sinistres ce 3^e trimestre, le **bâtiment** affiche une stabilité. La performance est tirée par le **gros œuvre** (998 ; -4 %) tant dans la maçonnerie que la construction de maisons individuelles. Le **second œuvre** reste défavorablement orienté (1 685 ; +4 %) en particulier dans le génie climatique et la menuiserie bois-pvc. Les **travaux publics** sont plus nettement dans le vert (175 ; -7 %), en dépit de tensions dans les travaux de terrassement.

Les chiffres de l'immobilier sont plus clivés avec une tendance favorable en **agences** (202 ; -12 %) mais encore lourde en **promotion** (107 ; +45 %).



COMMERCE

L'ensemble du **commerce** est également résistant (3 007 ; +2 %) et représente une défaillance sur cinq.

Les **activités de détail hors automobile** tirent favorablement la tendance (1 752 ; -1 %). Les magasins **multi-rayons** (-20 %) et, en particulier, les petites surfaces alimentaires de type épicerie sont bien orientées. C'est également le cas dans le **détail alimentaire** (-6 %) pour les boucheries ou poissonneries. **L'équipement du foyer** (-5 %) est porté par le meuble, enfin dans le vert après une année 2024 encore compliquée. Le **sport & loisirs** offre de bons chiffres dans le sport tandis que le livre (librairies) est sous tension. **L'habillement** (+5 %) est très contrasté, sévèrement orienté dans le prêt-à-porter mais en amélioration dans la chaussure. Cependant, c'est dans le **soin de la personne et l'optique** que l'évolution est la plus lourde (+40 %) qu'il s'agisse de la pharmacie, de l'optique ou de la parfumerie.

Le **commerce interentreprises** (638 ; +5 %) est à la moyenne globale, à la faveur notamment des tendances des activités **d'intermédiaires de commerce** (-17 %) mais l'évolution est lourde pour les grossistes d'équipements **informatiques & électroniques** (+63 %), de **textile-habillement** (+25 %) et de **biens domestiques** (+24 %).

L'automobile reste dans le rouge (617 ; +8 %), qu'il s'agisse de la réparation, et plus encore, du commerce de véhicules.



SERVICES AUX ENTREPRISES

Un peu au-dessus de 2 000 défauts, les **services aux entreprises** (2 045 ; +9 %) restent fragiles dans les activités de nettoyage de bâtiments (+35 %), de sécurité (+20 %) et conseil en communication et gestion (+13 %).



INFORMATION & COMMUNICATION

La tendance est en revanche favorable dans la branche **information & communication** (426 ; -4 %).



L'INDUSTRIE

L'industrie (1 002 ; +10 %) offre deux visages. Si la branche **alimentaire** est légèrement dans le vert (377 ; -1 %), la **manufacture** dérape de 17 % (625). Dans l'agroalimentaire, les seuls artisans boulangers constituent les deux tiers des acteurs défaillants ; or, ils affichent une trajectoire favorable (-4 %). L'industrie manufacturière reste sous tension dans le **textile-habillement** (+11 %) ou le **bois et matériaux de construction** (+13 %). Mais des tendances plus sévères sont enregistrées dans la **maintenance** (+19 %), les activités **Energie-Eau-Environnement** (+33 %), particulièrement la récupération de déchets et **l'imprimerie** (+45 %). L'évolution la plus lourde est enregistrée en **métallurgie- mécanique** (+54 %), notamment en mécanique industrielle.



TRANSPORTS ET LOGISTIQUES

Le secteur des **transports et de la logistique** s'améliore légèrement (604 ; -1 %) tiré par le **transport routier de marchandises** (339 ; -15 %), en particulier le fret de proximité. La situation reste en revanche tendue dans le transport routier de **voyageurs** (180 ; +15 %) et plus précisément pour les taxis. Les **autres activités** de transport (85 ; +47 %) sont particulièrement fragilisées dans les activités de livreurs-coursiers.



HEBERGEMENT-RESTAURATION ET DÉBITS DE BOISSON

En **hébergement-restauration-débites de boisson** (1 852 ; +3 %), le niveau des défaillances est stable en hébergement et augmente peu (+2 %) en restauration, une performance tirée par la **restauration rapide** (-5 %) alors que la **restauration traditionnelle** accuse encore une dégradation de +9 %. La situation est également mal orientée pour les débits de boisson (+10 %).



SERVICES AUX CONSOMMATEURS

Les **services aux consommateurs** (613 ; +11 %) sont toujours en peine, notamment pour les coiffeurs (+7 %) et les soins de beauté (+17 %).



AGRICULTURE

Les **activités agricoles** présentent ce 3e trimestre des tendances très délicates (327 ; +27 %). Dans la branche **chasse-pêche-forêt** (53 ; +26 %), les tensions se concentrent dans les services de soutien à l'exploitation forestière. En **culture** (164 ; +20 %), la dégradation est portée par les activités de soutien aux cultures (travaux agricoles), l'exploitation maraîchère ou les céréales. L'élevage n'est pas épargné (108 ; +42 %).



SANTÉ HUMAINE ET ACTION SOCIALE

Parmi les autres activités, les difficultés sont toujours fortes dans la **santé humaine et l'action sociale** (273 ; +37 %) qu'il s'agisse de professions libérales – comme les infirmiers, les dentistes ou les médecins généralistes – mais aussi d'activités d'aide à domicile ou de crèches. Les **activités récréatives** (232 ; +15 %) ou **l'enseignement** (249 ; +12 %), notamment la formation continue d'adultes, sont également mal orientées.

Climat des affaires : entre incertitudes persistantes et signaux d'éclaircies

Thierry Millon conclut :

« Le mois de septembre n'a pas placé ce troisième trimestre sous les meilleurs auspices. Alors que les perspectives business restent contrastées et les indicateurs de défauts très élevés, plusieurs signaux laissent entrevoir un horizon plus dégagé. Certes, la question des droits de douane inquiète mais la capacité de résilience des entreprises n'est plus à démontrer. Malgré une activité économique ralentie, les comptes 2024 (1) affichent encore une belle tenue. Face à la montée du risque et des tensions sur leurs carnets de commandes, les entreprises ont été tentées d'allonger les délais de règlement avec des retards qui se sont envolés au-delà de 14 jours (2). Mais, la situation se détend depuis le début de l'été. Autre indicateur encourageant, le taux d'impayés mensuels des PME (recouvrement des cotisations) calculé par les Urssaf (3) est contenu sous 1 %. De plus, la part des assignations en redressement judiciaire de l'Urssaf reste toujours nettement inférieure en 2025 (sous 24 %) à celle de 2019 (voisin de 35 %). Même le niveau des défaillances d'entreprises recule sur les territoires : un département sur deux a basculé dans le vert ou stabilisé son niveau de sinistralité au cours de l'été 2025. Derrière l'épais brouillard de cette rentrée, des opportunités ciblées se profilent déjà. Une stratégie prudente et sélective doit permettre aux entreprises de renouer avec une dynamique de conquête, momentanément mise en pause. »

(1) La situation financière des PME et des ETI en 2024

(2) Étude Altares sur les comportements de paiement en France et Europe – S1 2025

(3) Taux d'impayés mensuels – entreprises de 10 salariés ou plus, métropole

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 3^e trimestre 2025

1. Statistiques détaillées des défaillances 3^e trimestre 2025

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3^e trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 50 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 150 salariés** au cours du 3^e trimestre 2025
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en région au 3^e trimestre 2025

2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées
des défaillances
3^e trimestre 2025

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3^e trimestre
sur 5 ans (Les données sont arrêtées au 1^{er} octobre de chaque année)

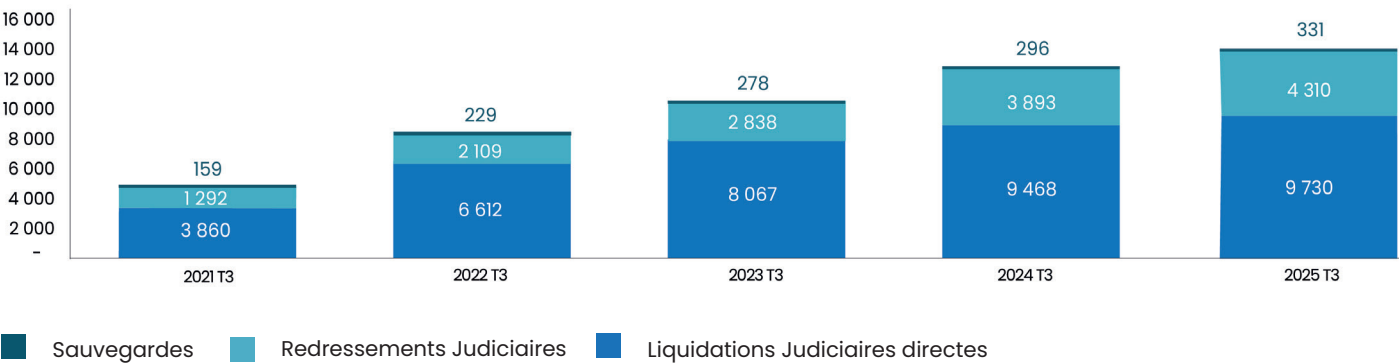
Nombre d'ouvertures	2021 T3	2022 T3	2023 T3	2024 T3	2025 T3	EVOLUTION T3 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	159	229	278	296	331	11,8%	259
Redressements Judiciaires	1 292	2 109	2 838	3 893	4 310	10,7%	2 888
Liquidations Judiciaires directes	3 860	6 612	8 067	9 468	9 730	2,8%	7 547
Total défaillances	5 311	8950	11 183	13 657	14 371	5,2%	10 694

Taux par nature de procédure	2021 T3	2022 T3	2023 T3	2024 T3	2025 T3	EVOLUTION T3 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	3,0%	2,6%	2,5%	2,2%	2,3%	0,1%	2,4%
Redressements Judiciaires	24,3%	23,6%	25,4%	28,5%	30,0%	1,5%	27,0%
Liquidations Judiciaires directes	72,7%	73,9%	72,1%	69,3%	67,7%	-1,6%	70,6%
Taux procédure	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%		100,0%

Nombre d'emplois concernés	2021 T3	2022 T3	2023 T3	2024 T3	2025 T3	EVOLUTION T3 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	1 450	2 520	2 280	2 470	3 700	1 230	2 484
Redressements Judiciaires	7 170	16 000	17 900	30 000	27 700	-2 300	19 754
Liquidations Judiciaires directes	8 840	14 450	18 300	20 200	20 600	400	16 478
Total emplois menacés	26 600	17 460	32 970	52 670	52 000	-670	36 340

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2021 T3	2022 T3	2023 T3	2024 T3	2025 T3	EVOLUTION T3 2025/2024	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	9,1	11,0	8,2	8,3	11,2	2,8	9,6
Redressements Judiciaires	5,5	7,6	6,3	7,7	6,4	-1,3	6,7
Liquidations Judiciaires directes	2,3	2,2	2,3	2,1	2,1	-0,0	2,2
Emplois menacés par entreprise	5,0	2,0	2,9	3,9	3,6	-0,2	3,5

Histogramme des défaillances d'entreprises sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2024 T3				2025 T3				Évolution 2025 T3 / 2024 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	155	2 450	7 293	9 898	156	2 725	7 615	10496	6%	72,6%
3 à 5	46	577	1 260	1883	44	592	1 183	1819	-3%	65,0%
6 à 9	34	300	449	783	31	365	461	857	9%	53,8%
10 à 19	29	285	340	654	50	340	349	739	13%	47,2%
20 à 49	23	196	109	328	33	205	108	346	5%	31,2%
50 à 99	4	51	12	67	12	46	10	68	1%	14,7%
100 et plus	5	34	5	44	5	37	4	46	5%	8,7%
Total défaillances	296	3 893	9 468	13 657	331	4 310	9 730	14371	5%	67,7%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2024 T3				2025 T3				Évolution 2025 T3 / 2024 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	23	401	1 503	1927	26	437	1 592	2055	7%	77,5%
3 à 5 ans	64	1 081	2 755	3 900	56	1 108	2 712	3876	-1%	70,0%
6 à 10 ans	69	1 083	2 483	3 635	89	1 124	2 495	3708	2%	67,3%
11 à 15 ans	40	514	1 158	1712	48	581	1 170	1799	5%	65,0%
16 et plus	100	814	1 569	2 483	112	1 060	1 761	2933	18%	60,0%
Total défaillances	296	3 893	9 468	13 657	331	4 310	9 730	14371	5%	67,7%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

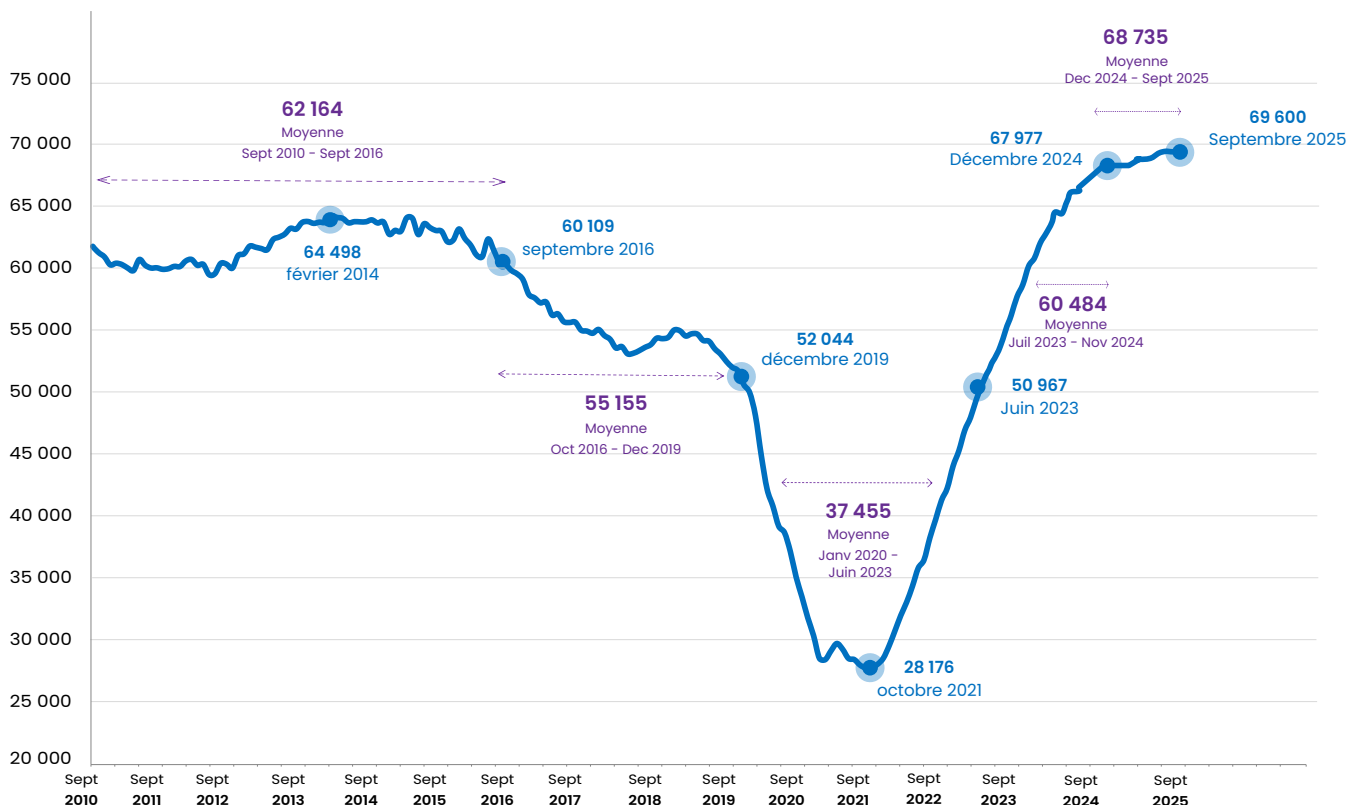
Activité	2024 T3				2025 T3				Évolution 2025 T3 /2024 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture	9	128	118	255	13	178	134	325	27,0%	41,2%
Chasse, pêche, forêt		13	29	42	1	22	30	53	26,0%	56,6%
Culture	5	77	55	137	11	91	62	164	20,0%	37,8%
Elevage	4	38	34	76	1	65	42	108	42,0%	38,9%
Construction	48	962	2411	3421	51	1070	2384	3505	2,0%	68,0%
Bâtiment										
Gros œuvre	5	314	720	1039	4	273	721	998	-4,0%	72,2%
Second œuvre	15	411	1201	1627	10	505	1170	1685	4,0%	69,4%
Travaux Publics	4	76	108	188	1	68	106	175	-7,0%	60,6%
Immobilier										
Promotion immobilière	2	17	55	74	2	24	81	107	45,0%	75,7%
Agences immobilières	1	53	175	229	7	53	142	202	-12,0%	70,3%
Autres activités immobilières	21	91	152	264	27	147	164	338	28,0%	48,5%
Commerce	55	692	2195	2942	64	747	2196	3007	2,0%	73,0%
Commerce & réparation véhicules										
Commerce & réparation véhicules	9	143	418	570	9	160	448	617	8,0%	72,6%
Commerce de détail										
Magasins multi-rayons	5	61	186	252	2	56	144	202	-20,0%	71,3%
Détail alimentaire	2	58	207	267	2	57	193	252	-6,0%	76,6%
Bricolage & équipement du foyer	11	61	176	248	7	60	168	235	-5,0%	71,5%
Sport & loisirs	3	25	78	106	4	41	60	105	-1,0%	57,1%
Commerce d'habillement	3	41	199	243	4	46	205	255	5,0%	80,4%
Soin de la personne & optique	2	21	54	77	8	29	71	108	40,0%	65,7%
vente hors magasin	4	50	241	295	2	68	232	302	2,0%	76,8%
Carburants & combustibles		3	6	9	1	2	8	11	22,0%	72,7%
Autres commerces de détail	4	51	210	265	3	58	221	282	6,0%	78,4%
Commerce Interentreprises										
Centrales d'achat	1	27	65	93	3	20	54	77	-17,0%	70,1%
Alimentaire	1	40	59	100	9	24	74	107	7,0%	69,2%
Textile, habillement		15	25	40	1	8	41	50	25,0%	82,0%
Biens domestiques	4	24	61	89	3	37	70	110	24,0%	63,6%
Équipements informatiques & électroniques		3	21	24		13	26	39	63,0%	66,7%
Machines & équipements	1	19	61	81	4	27	54	85	5,0%	63,5%
Matériaux de construction, sanitaire...	2	22	42	66	1	16	50	67	2,0%	74,6%
Autre commerce interentreprises	3	28	86	117	1	25	77	103	-12,0%	74,8%
Industrie	25	321	569	915	28	369	605	1002	10,0%	60,4%
Industrie agroalimentaire										
Industrie alimentaire	7	142	230	379	7	138	232	377	-1,0%	61,5%
Dont Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes	1	113	171	285	4	111	170	285	0,0%	59,6%
Industrie manufacturière										
Textile, habillement, cuir		17	36	53	1	12	46	59	11,0%	78,0%
Bois, matériaux de construction	2	15	30	47		19	34	53	13,0%	64,2%
Imprimerie		13	18	31		12	33	45	45,0%	73,3%
Métallurgie, mécanique	5	27	46	78	8	58	54	120	54,0%	45,0%
Energie, Eau, Environnement	3	11	28	42	2	23	31	56	33,0%	55,4%
Réparation, maintenance	1	23	54	78	3	29	61	93	19,0%	65,6%
Autres industries manufacturières	7	73	127	207	7	78	114	199	-4,0%	57,3%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2024 T3				2025 T3				Évolution 2025 T3 /2024 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	14	125	304	443	11	117	298	426	-4,0%	70,0%
Services informatiques & édition de logiciels	12	85	211	308	9	90	209	308	0,0%	67,9%
Autres activités information & communication	2	40	93	135	2	27	89	118	-13,0%	75,4%
Transport & logistique	5	167	440	612	12	159	433	604	-1,0%	71,7%
Transport routier de marchandises	4	119	274	397	6	94	239	339	-15,0%	70,5%
Autres activités de transport	1	19	38	58	3	16	66	85	47,0%	77,6%
Transport routier de voyageurs		29	128	157	3	49	128	180	15,0%	71,1%
Activités d'assurance et financières	12	56	108	176	12	51	106	169	-4,0%	62,7%
Activités financières	12	47	85	144	11	39	82	132	-8,0%	62,1%
Activités d'assurance		9	23	32	1	12	24	37	16,0%	64,9%
Services aux entreprises	60	541	1267	1868	79	652	1314	2045	9,0%	64,3%
Activités scientifiques et techniques	12	77	203	292	8	100	224	332	14,0%	67,5%
Conseil en communication et gestion	5	77	258	340	8	109	266	383	13,0%	69,5%
Services d'architecture et d'ingénierie	11	72	178	261	11	85	176	272	4,0%	64,7%
Services administratifs aux entreprises	23	106	156	285	36	99	121	256	-10,0%	47,3%
Autres services administratifs aux entreprises	8	118	280	406	15	136	284	435	7,0%	65,3%
Sécurité	1	35	66	102		36	86	122	20,0%	70,5%
Nettoyage de bâtiments		56	126	182	1	87	157	245	35,0%	64,1%
Services aux particuliers	8	132	414	554	10	127	476	613	11,0%	77,7%
Activités de réparation		17	29	46	2	13	43	58	26,0%	74,1%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	4	95	295	394	7	93	337	437	11,0%	77,1%
Autres services à la personne	4	20	90	114	1	21	96	118	4,0%	81,4%
Hébergement, restauration, débits de boissons	42	551	1203	1796	31	565	1256	1852	3,0%	67,8%
Hébergement	4	36	32	72	6	21	45	72	0,0%	62,5%
Restauration	34	447	1004	1485	24	462	1032	1518	2,0%	68,0%
Dont Restauration traditionnelle	18	241	492	751	11	275	530	816	9,0%	65,0%
Dont Restauration rapide	14	190	475	679	11	172	462	645	-5,0%	71,6%
Débits de boissons	4	68	167	239	1	82	179	262	10,0%	68,3%
Autres activités	18	218	439	675	20	275	528	823	22,0%	64,2%
Santé humaine & action sociale	7	81	112	200	8	121	144	273	37,0%	52,7%
Activités récréatives	6	68	127	201	8	79	145	232	15,0%	62,5%
Enseignement	3	55	165	223	4	57	188	249	12,0%	75,5%
Autres activités	2	14	35	51		18	51	69	35,0%	73,9%
Total défaillances	296	3 893	9 468	13 657	331	4 310	9730	14 371	5,0%	67,7%

Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 15 ans

(Données 12 mois glissants – Septembre 2010 à Septembre 2025)



Êtes-vous certains que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz+
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

**Prenez vos décisions en toute confiance
et développez votre activité sereinement.**

En savoir plus

Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2024 T3				2025 T3				Évolution 2025 T3 / 2024 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Auvergne Rhone-Alpes	45	393	1 152	1 590	49	501	1 255	1805	13,5%	69,5%
Bourgogne Franche-Comte	7	145	320	472	8	155	347	510	8,1%	68,0%
Bretagne	20	172	357	549	7	157	332	496	-9,7%	66,9%
Centre-Val de Loire	7	159	223	389	14	206	298	518	33,2%	57,5%
Corse	1	38	38	77		42	46	88	14,3%	52,3%
Grand Est	14	247	650	911	30	265	612	907	-0,4%	67,5%
Hauts-de-France	19	278	720	1 017	24	291	722	1037	2,0%	69,6%
Ile-de-France	44	611	2 407	3 062	40	612	2 497	3149	2,8%	79,3%
Normandie	16	149	401	566	8	169	421	598	5,7%	70,4%
Nouvelle-Aquitaine	37	389	832	1 258	67	463	875	1405	11,7%	62,3%
Occitanie	20	393	838	1 251	35	440	834	1309	4,6%	63,7%
Pays de la Loire	16	138	421	575	17	228	415	660	14,8%	62,9%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	35	597	808	1 440	25	584	776	1385	-3,8%	56,0%
Guadeloupe	4	18	66	88	2	23	86	111	26,1%	77,5%
Guyane		5	15	20		29	16	45	125,0%	35,6%
Martinique	1	31	70	102		19	71	90	-11,8%	78,9%
Mayotte		7	6	13	1		3	4	-69,2%	75,0%
Réunion	9	121	133	263	4	121	120	245	-6,8%	49,0%
Autre Outre-mer ou Étranger ou Inconnu	1	2	11	14		5	4	9	-35,7%	44,4%
Total défaillances	296	3 893	9 468	13 657	331	4 310	9 730	14371	5,2%	67,7%

Les défaillances d'entreprises de 50 M€ de Chiffre d'affaires et au moins 150 salariés au 3^e trimestre 2025

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

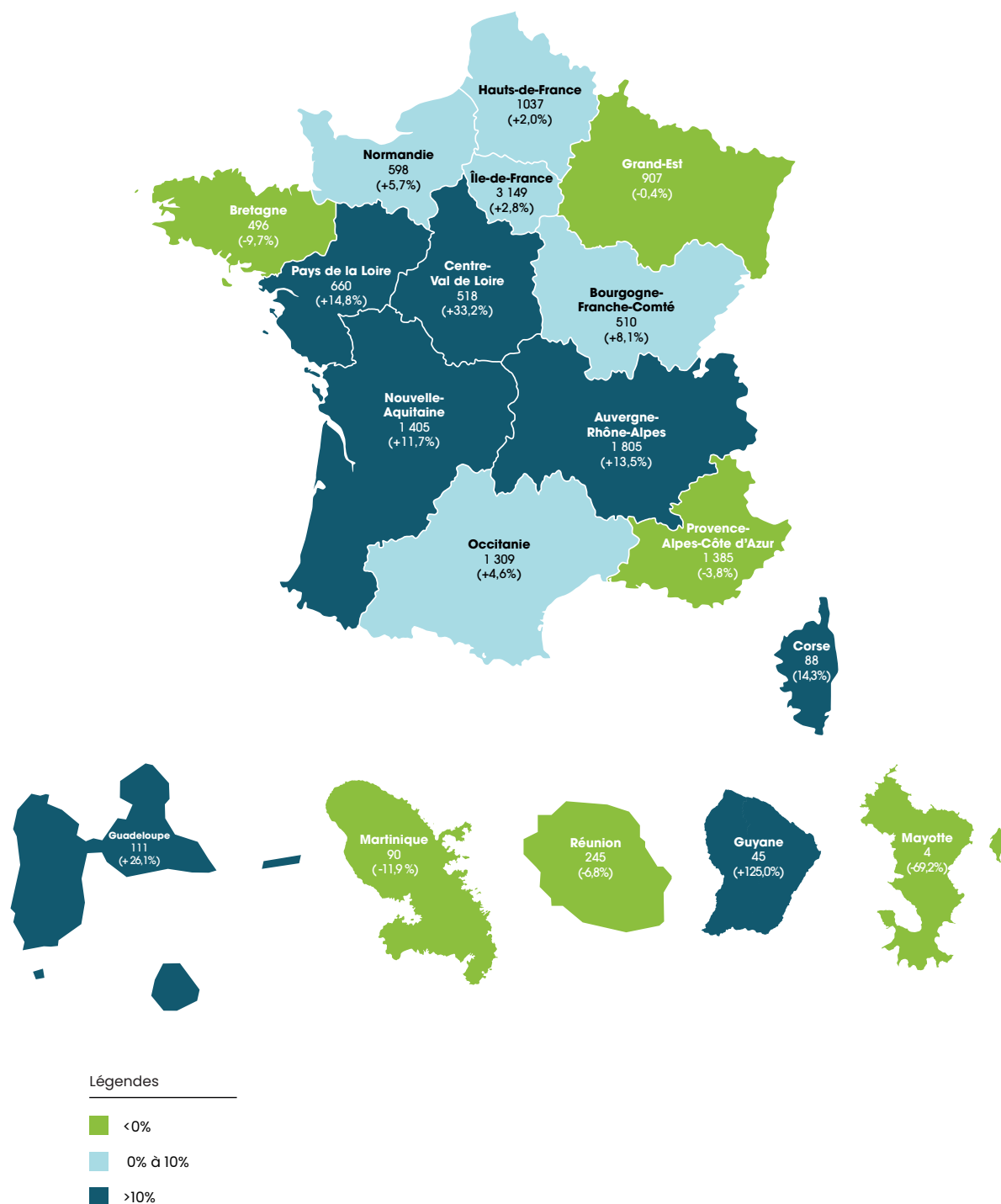
RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
CLAIRE'S FRANCE	Bijoux fantaisie	4778C	Paris	1055	132,0	2024	Redressement judiciaire	Juillet
BRANDT France	Fabrication d'appareils électroménagers	2751Z	Rueil-Malmaison	760	235,8	2023	Redressement judiciaire	Octobre
NOVASCO	Aciers spéciaux	2410Z	Moselle	750			Redressement judiciaire	Août
OSIRIS SECURITE PRIVE	Sécurité privée	8010Z	La Réunion	735	19,8	2023	Redressement judiciaire	Juillet
SP3	Nettoyage industriel	8121Z	Hauts-de-Seine	625	23,9	2023	Redressement judiciaire	Juillet
TALENDI	Aide à l'emploi des personnes en situation de handicap - services industriels et numériques	2932Z	Ille-et-Vilaine	556	18,1		Conversion en redressement judiciaire de la procédure de sauvegarde	Juillet
API TECH	Fabrication de distributeurs de pizzas	2899B	Meurthe-et-Moselle	328	67,3	2023	Redressement judiciaire	Juillet
ZAPA	prêt-à-porter féminin	4771Z	Paris	300	45,9	2019	Redressement judiciaire	Septembre
BIOSYNEX	Santé - Tests de diagnostic rapide (TDR)	2120Z	Bas-Rhin	270	69,5	2024	Procédure de sauvegarde	Septembre
KUCHLY	Travaux et transports agricoles	0161Z	Moselle	243	45,6	2024	Procédure de sauvegarde	Juillet
FAST RETAILING France (PRINCESSE TAM TAM - COMPTOIR DES COTONNIERS)	prêt-à-porter féminin	1413Z	Paris	206	35,0	2024	Redressement judiciaire	Juillet
FORLAM CLOTURE INDUSTRIE (Groupe Forlam)	Portails et clotures	2593Z	Rhône	203	60,3	2023	Redressement judiciaire	Septembre
ADVEO FRANCE	Commerce interentreprises de fournitures de bureau	4649Z	Seine-et-Marne	200	144,6	2018	Redressement judiciaire	Août
NOT SO DARK	Foodtech livraison de repas	5610C	Paris	200			Extension de la liquidation judiciaire	Juillet
ATLASFORMEN	Vente à distance sur catalogue spécialisé	4791B	Paris	186	242,0	2023	Redressement judiciaire	Août
LUXE ET TRADITIONS	Nettoyage d'hôtel de luxe et haut de gamme	8121Z	Yvelines	184	4,6	2023	Redressement judiciaire	Août

Les défaillances d'entreprises de 50 M€ de Chiffre d'affaires et au moins 150 salariés au 3^e trimestre 2025

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
LES ZOZOUS LYONNAIS	Agence de garde d'enfants à domicile	8891A	Rhône	181	1,6	2023	Liquidation judiciaire	Juillet
EUROFOIL FRANCE	Producteur de feuilles d'aluminium	2442Z	Eure	180	62,2	2023	Résolution du plan de redressement et ouverture d'une liquidation judiciaire	Juillet
MAISON MINELLI	Commerce de détail de la chaussure	4772A	Paris	171			Procédure de sauvegarde	Septembre
ATLANTIS TELEVISION	Post-production de films cinématographiques et programmes de télévision	5912Z	Hauts-de-Seine	161	26,9	2023	Redressement judiciaire	Septembre
FONDERIE DE NIEDERBRONN	Production industrielle de pièces en fonte	2451Z	Bas-Rhin	151	22,9	2023	Redressement judiciaire	Septembre
ACIERIES ET LAMINOIRS DE RIVES (Groupe Forlam)	laminage à chaud en barres	2410Z	Isère	150	29,6	2023	Redressement judiciaire	Septembre
3ASM ASSOCIATION POUR L AIDE L ASSISTANCE ET LE SECOURS MUTUEL	Aide à domicile pour les personnes âgées ou en situation de handicap	8810A	Essonne	150			Redressement judiciaire	Septembre
PRECIFORGE S A (Groupe Forlam)	Forgeage de précision	2550A	Puy-de-Dôme	121	50,4	2023	Redressement judiciaire	Septembre

Carte d'évolution des défaillances par région au 3^e trimestre 2025



ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou d'un tribunal des affaires économiques ou d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ni les reprises de liquidation judiciaire (après clôture pour insuffisance d'actif). Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de

données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 3 janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 et 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 et 59 à 61 et 62 à 6312 et 6391 et 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 et 9604
Autres services à la personne	9601B et 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter
pour recevoir nos prochaines études

Je m'inscris

L'analyse trimestrielle



Altares

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 La Défense
CEDEX
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Loréane Cabezuelo
loreane.cabezuelo@coriolink.com
07 86 80 45 26

A propos d'Altares

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 500 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Altares propose depuis début 2005 deux types d'analyses liées aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Paris

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 LA DEFENSE
CEDEX
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1032
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl

Altares-D&B

Tour Landscape 6, Place des Degrés CS 40344, 92045 La Défense | Tél. : 01 41 37 50 00 |
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 27-545-4064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com